

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 14 mai 2025

Politique étrangère	2
Visite du Président Stubb au Kenya	2
Déclaration du Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, au bureau des Nations Unies à Nairobi, au Kenya, le 14 mai 2025.....	2
Le président Alexander Stubb estime que le Sud global détermine en grande partie l'évolution du monde ..	3
Madame la Ministre Talvitie au Bénin.....	3
La ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN.....	4
Rencontre entre la ministre de l'Intérieur Mari Rantanen et le ministre estonien de l'Intérieur Igor Taro à Helsinki	4
Les ministres des Transports des pays nordiques ont publié une déclaration sur la mobilité militaire et la sécurité d'approvisionnement	5
L'écartement des voies ferrées finlandais va évoluer : « Nous commençons par le nord et bénéficions du soutien ferme de l'OTAN », déclare la ministre Lulu Ranne.	5
Politique européenne	6
Le gouvernement ouvre la voie à l'endettement conjoint pour les projets de défense, même si l'État pourrait emprunter à moindre coût	6
Gouvernement.....	7
Changement de ministre de la jeunesse et des sports le 13 juin	7
Parlement	7
Jukka Kopra est le nouveau président du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale	7
La publication d'une députée des Vrais Finlandais sur l'islam suscite un émoi	7
Défense	8
Projet visant à relever l'âge maximum des réservistes	8
Le nombre de réservistes sera bientôt porté à un million	8
Les forces de défense finlandaises veulent conserver dans la réserve des personnes plus âgées	8
Sécurité sociale	9
Analyse	9
La réforme « historique » des prestations sociales ne se réalisera pas comme le prévoyait le gouvernement ..	9
Intégration	9
Suppression de l'allocation de garde d'enfant à domicile concernant des ressortissants étrangers vivant en Finlande depuis moins de trois ans	9
Social.....	10
Des dizaines de milliers d'employés pourraient quitter leur syndicat en raison de la décision du gouvernement de supprimer la déductibilité fiscale.....	10
Grèves du syndicat de l'aviation	10
Centres de données.....	10
Selon le Premier ministre Petteri Orpo, il n'existe aucun obstacle pour le centre de données de Tiktok	10
Selon le ministre des Affaires économiques Rydman, le centre de données pourrait donner accès à la Chine aux puces électroniques américaines.....	11

Selon les experts, les centres de données pourraient nuire à la réputation de la Finlande – Souhaitons-nous vraiment donner l’image d’un pays qui serait un immense « site de stockage des données » ?.....	11
Un centre de données sera construit à Salo	11
Où sont situés les projets de centres de données annoncés en 2024 et 2025 :.....	12
Culture.....	12
Une artiste franco-chilienne et un groupe franco-syrien au festival « Maaailma kylässä »	12

Politique étrangère

Visite du Président Stubb au Kenya

Déclaration du Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, au bureau des Nations Unies à Nairobi, au Kenya, le 14 mai 2025

« Excellences,

Aujourd'hui, les institutions multilatérales sont mises à rude épreuve et soumises à des pressions. Les relations internationales sont de plus en plus transactionnelles et volatiles. Les règles du droit international sont mises à l'épreuve et remises en question.

Je décris souvent le monde comme étant façonné par trois sphères : l'Occident, l'Orient et le Sud. L'interaction de ces sphères déterminera la forme du nouvel ordre mondial.

D'une manière générale, l'Occident souhaite préserver l'ordre mondial actuel, car c'est lui qui a bâti ces institutions et établi ces règles. Mais il doit comprendre que l'ère de la domination occidentale est révolue.

L'Orient remet souvent en question les règles et les institutions existantes. Il milite pour un ordre mondial plus conforme à ses intérêts et à ses préférences.

Le Sud est, bien sûr, une simplification en raison de sa diversité. Il regroupe environ 125 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Ma thèse est que c'est le Sud qui déterminera l'orientation de l'ordre mondial. Dans un monde en pleine tourmente, il a l'opportunité d'exercer son influence.

Pour l'Occident, j'ai suggéré que nous devions adopter ce que j'appelle un réalisme fondé sur les valeurs.

Nous devons nous appuyer sur les valeurs qui nous tiennent à cœur, telles que la démocratie et les droits de l'homme. Parallèlement, nous devons accepter la réalité d'un équilibre des pouvoirs en pleine mutation.

Nous devons commencer à réfléchir à un système mondial dans lequel les normes internationales sont non seulement adoptées, mais aussi créées par le Sud.

Les grands défis de notre époque ne connaissent pas de frontières : changement climatique, conflits, migrations, ruptures technologiques, pauvreté. Aucun pays ne peut les résoudre seul.

Nous avons besoin d'institutions internationales fortes, et elles doivent refléter les réalités d'aujourd'hui.

Les Nations Unies posent les bases d'un ordre régi par des règles, et non par la force. Mais les institutions de l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, ont un besoin urgent de réforme. La structure actuelle ne reflète plus la répartition de l'influence mondiale.

En septembre dernier, lors de l'Assemblée générale, j'ai appelé à réformer le Conseil de sécurité. Premièrement, nous devrions élargir le nombre de membres du Conseil. Deuxièmement, nous devrions abolir le droit de veto obsolète. Troisièmement, nous devrions suspendre l'adhésion des pays qui violent ouvertement la Charte.

La représentation permanente de l'Afrique au Conseil de sécurité est attendue depuis longtemps. Le Conseil réformé devrait compter deux membres permanents africains, ainsi que de nouveaux membres permanents d'Asie et d'Amérique latine.

La réforme du Conseil de sécurité est importante, mais insuffisante. L'ensemble du système des Nations Unies est confronté à une crise financière sans précédent et doit s'adapter.

Je félicite le Secrétaire général pour son initiative visant à rendre l'ONU plus efficace. J'encourage les dirigeants des Nations Unies à Nairobi à relever ce défi. Notre objectif ne doit pas être simplement une ONU plus légère, mais plus forte.

Le Bureau des Nations Unies à Nairobi occupe une position unique. C'est le seul siège des Nations Unies dans l'hémisphère sud. Votre travail pour un monde plus durable est essentiel.

Je me réjouis de la croissance et de l'importance croissantes du pôle des Nations Unies à Nairobi. D'une certaine manière, cela reflète également l'évolution des rapports de force mondiaux.

La Finlande soutient fermement le PNUE et ONU-Habitat. Les efforts du PNUE pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution sont essentiels.

ONU-Habitat accomplit un travail important pour relever les défis de l'urbanisation. La Finlande est heureuse d'être son partenaire de longue date dans ce domaine.

La Finlande s'est souvent trouvée à la croisée des chemins. Pourtant, en tant que nation éprise de paix, nous avons choisi la voie de la coopération et du dialogue.

Nous comprenons la valeur des institutions. Nous avons pu constater les avantages qu'elles apportent à un pays et à ses citoyens lorsqu'elles fonctionnent de manière optimale.

L'avenir ne se façonnera pas tout seul. Il sera façonné par nos choix et notre capacité à travailler ensemble. »

<https://www.presidentti.fi/en/statement-by-president-of-the-republic-of-finland-alexander-stubb-at-the-united-nations-office-in-nairobi-kenya-on-14-may-2025/>

Le président Alexander Stubb estime que le Sud global détermine en grande partie l'évolution du monde

Le président Alexander Stubb, en visite d'État au Kenya, a donné une conférence à l'Université de Nairobi hier, mardi.

Les étudiants kenyans interrogés par Yle connaissaient peu la Finlande à l'avance, principalement son extrême nord. Stubb leur a parlé de géopolitique et de transformation du système multilatéral.

Selon Yle, il a fait forte impression auprès d'étudiants qui trouvent que Stubb ressemble quelque peu à l'ancien président américain Barack Obama.

Stubb estime que le monde traverse actuellement une période de désordre, qui, selon lui, pourrait durer 5 à 10 ans. Dans sa présentation, il a divisé le monde en trois parties : l'Occident, l'Orient et le Sud. Selon Stubb, le Sud comprend environ 125 pays répartis sur cinq continents.

« Ce que je veux dire, c'est que de nombreux pays du Sud pourraient appartenir à l'Occident ou à l'Orient, mais ils ne veulent pas choisir et n'y sont pas obligés », a déclaré Stubb.

Selon Stubb, le Sud a du pouvoir.

Énumérant les pays pivots, Stubb a cité, par exemple, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, le Nigéria, le Brésil et le Kenya. « Ces pays entraîneront le monde soit vers des accords transactionnels multipolaires, soit vers un ordre multilatéral », a déclaré Stubb.

Si l'on s'oriente vers un ordre multilatéral, les institutions multilatérales doivent évoluer, a estimé Stubb. Il a ensuite déclaré que si l'ONU veut rester l'organisation internationale la plus importante au monde, ses structures décisionnelles doivent être modifiées.

Dans son discours, Stubb a souligné l'importance de la coopération. « Le meilleur ordre mondial que nous puissions envisager, disons en 2030, est celui d'un pouvoir multilatéral, où chacun a son mot à dire et le sentiment de pouvoir coopérer. »

Le président a encouragé les étudiants à ne pas rester de simples spectateurs des bouleversements mondiaux. « Vous avez la capacité de changer le monde de demain », a déclaré Stubb.

Yle

Madame la Ministre Talvitie au Bénin

Communiqué du Ministère de l'éducation et de la culture

La Ministre des Sciences et de la culture Mari-Leena Talvitie s'est rendue en visite au Bénin.

Au cœur de la visite figurait la restitution du kataklè, tabouret royal cérémonial à l'État du Bénin.

La Finlande a restitué à l'État du Bénin le kataklè, tabouret royal cérémoniel qui faisait partie des collections du Musée national de Finlande depuis 1939. Le rapatriement, c'est à dire la restitution de cette œuvre, a eu lieu lors de la cérémonie organisée le 13 mai, à laquelle a pris part la Ministre des Sciences et de la culture Mari-Leena Talvitie.

La préparation de cette restitution a été présentée en novembre 2024 lors de la visite du Ministre des affaires étrangères du Bénin, Olushegun Adjadi Bakari, en Finlande.

Pendant son voyage, Madame la Ministre Talvitie s'est également rendue à l'Institut finlandais pour l'Afrique de l'Ouest, Villa Karo qui célèbre les 25 ans de ses activités. La Ministre était accompagnée d'une délégation d'entreprises, qui a, entre autres, pris connaissance des projets d'infrastructure du Bénin.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410845/ministeri-talvitie-beniniin?languageId=fr_FR

La ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN

La ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen, participe à une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Antalya, en Turquie, les 14 et 15 mai.

La réunion porte sur les préparatifs du prochain sommet de l'OTAN à La Haye en juin 2025.

Les ministres discuteront des priorités du sommet, notamment du soutien de l'OTAN à l'Ukraine et de la nécessité de renforcer l'Alliance, de la rendre plus juste et plus efficace.

« Les Alliés de l'OTAN sont déterminés à prendre des mesures importantes pour renforcer leurs capacités de défense et la dissuasion de l'Alliance. La Russie représente une menace à long terme pour l'Alliance. Nous poursuivrons nos efforts en faveur d'une paix juste et durable en Ukraine », a déclaré la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen.

La ministre des Affaires étrangères aura des entretiens bilatéraux dans le cadre de cette réunion.

https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-valtonen-naton-epaviralliseen-ulkoministerikokoukseen-1?languageId=en_US

Rencontre entre la ministre de l'Intérieur Mari Rantanen et le ministre estonien de l'Intérieur Igor Taro à Helsinki

La ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen, a reçu le nouveau ministre estonien de l'Intérieur, Igor Taro, à Helsinki, mardi 13 mai. Leurs discussions ont porté sur la préparation, les menaces hybrides et leur prévention, ainsi que la coopération policière entre l'Estonie et la Finlande.

« La coopération policière entre nos pays est étroite et repose sur un partenariat de longue date. Cette coopération est devenue de plus en plus importante dans le contexte sécuritaire actuel, marqué par l'augmentation de la criminalité transfrontalière et la multiplication des menaces hybrides », a déclaré la ministre Rantanen.

La Russie maintient la menace d'une migration instrumentalisée à sa frontière orientale. En conséquence, la plupart des points de passage frontaliers y sont fermés et le trafic frontalier est suspendu depuis 2023.

Ces dernières années, plusieurs incidents ont endommagé des infrastructures sous-marines critiques en mer Baltique.

« Nous devons trouver des solutions communes pour gérer la flotte fantôme. Les autorités publiques des États côtiers jouent un rôle essentiel dans la gestion de ces risques et la protection des infrastructures critiques. Dans ce domaine, nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités estoniennes et d'autres acteurs », a déclaré Rantanen.

Autres sujets à l'ordre du jour des ministres : la préparation et la protection civile, notamment les exercices de protection civile. « Les exercices revêtent une importance croissante dans le contexte sécuritaire actuel. La coopération bilatérale avec l'Estonie soutient la coopération avec les États baltes et les pays nordiques », a déclaré Rantanen.

Au cours de la journée, les ministres ont également visité l'abri de protection civile de Merihaka et l'île de Isosaari, où ils ont pu suivre un exercice conjoint entre plusieurs autorités sur la gestion des situations particulières en milieu marin. Les autorités d'autres États de la mer Baltique, dont l'Estonie, ont également participé à cet exercice.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/ministeri-rantanen-ja-viron-sisaministeri-igor-taro-tapasivat-helsingissa?languageId=en_US

Les ministres des Transports des pays nordiques ont publié une déclaration sur la mobilité militaire et la sécurité d'approvisionnement

Les ministres des Transports de Finlande, d'Islande, de Norvège, de Suède et du Danemark se réunissent les 13 et 14 mai 2025 à Helsinki. Ils publieront une déclaration commune sur la mobilité militaire et la sécurité d'approvisionnement.

Lors de leur réunion informelle, les ministres nordiques discutent de la coopération en matière de planification des systèmes de transport et de sécurité maritime.

Mardi 13 mai, ils ont abordé la coopération en matière de systèmes de transport sous l'angle de la préparation et de la résilience.

Les ministres ont publié une déclaration commune soulignant l'importance de la mobilité militaire transfrontalière, de la préparation civile et de la sécurité d'approvisionnement, tant dans la stratégie commune du système de transport nordique que dans la planification des systèmes de transport nationaux.

« Cette déclaration est un message fort et commun des pays nordiques : investir dans la mobilité militaire, la sécurité d'approvisionnement et la préparation. Les secteurs des transports et de la défense travaillent en étroite collaboration », a déclaré la ministre des Transports et des Communications, Lulu Ranne.

La réunion informelle des ministres des Transports se poursuit mercredi 14 mai. Mercredi, les ministres discuteront de la sécurité maritime, notamment de la flotte fantôme.

« La sécurité maritime est vitale pour tous les pays nordiques. Une coopération étroite entre les pays partenaires est essentielle pour gérer et minimiser les risques liés à la flotte fantôme illégale », a déclaré la ministre Ranne.

Au cours de la réunion, les ministres visiteront un brise-glace finlandais.

La Finlande et Åland assument la présidence du Conseil des ministres nordique en 2025. La réunion informelle des ministres des Transports s'inscrit dans le cadre de cette présidence.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/pohjoismaiset-liikenneministerit-antoivat-julkilausuman-sotilaallisesta-liikkuvuudesta-ja-huoltovarmuudesta?languageId=en_US

L'écartement des voies ferrées finlandais va évoluer : « Nous commençons par le nord et bénéficions du soutien ferme de l'OTAN », déclare la ministre Lulu Ranne.

La Finlande se prépare à un changement d'écartement de ses voies de chemin de fer.

Les modifications commenceraient au nord d'Oulu.

Selon la ministre des Transports, Lulu Ranne, le gouvernement doit prendre une décision nationale sur le changement d'écartement des voies d'ici juillet 2027.

Le projet vise à améliorer la sécurité d'approvisionnement et la mobilité militaire, ainsi qu'à développer les liaisons transfrontalières avec la Suède et la Norvège.

Il ne s'agit pas seulement d'une question finlandaise, mais d'un projet commun à toute l'Europe et à l'OTAN, a déclaré M. Ranne lors de la conférence de presse organisée à l'occasion de la réunion informelle des ministres des Transports des pays nordiques à Helsinki.

Selon M. Ranne, le moment est venu pour la Finlande d'adopter l'écartement européen.

Andreas Carlson, Eyjolfur Arnannsson, Lulu Ranne, Thomas Nolsøe Danielsen et Jon-Ivar Nygård, alignés lors d'une conférence de presse.

Le besoin de financement pour un tel projet est important, mais l'UE peut soutenir la planification jusqu'à 50 % et la construction jusqu'à environ 30 %. Cependant, la mise en œuvre ne se fera pas rapidement. Les travaux pourraient débuter au plus tôt au début des années 2030, a souligné Mme Ranne.

« Nous sommes bien sûr très pragmatiques et réalistes : nous ne pouvons pas mettre en œuvre ce projet en cinq ans. Nous le planifions et peut-être pourrions-nous commencer les travaux en 2032. »

Lulu Ranne a souligné que le secteur des transports constitue également la base des opérations militaires. « Si le système de transport est détruit, nos forces militaires, nos équipements et nos forces de défense ne pourront plus fonctionner. Et nous protéger, nous défendre comme ils le devraient. »

Yle

Politique européenne

Le gouvernement ouvre la voie à l'endettement conjoint pour les projets de défense, même si l'État pourrait emprunter à moindre coût

Le gouvernement envisage de participer aux prêts conjoints de l'UE pour les investissements dans la défense, même si la Finlande peut emprunter à moindre coût sur le marché.

La Commission européenne a proposé la création d'un nouvel instrument financier de 150 milliards d'euros pour soutenir les marchés publics de défense des pays de l'UE. Les États membres peuvent solliciter des prêts auprès de cet instrument, garantis par le budget de l'UE. Il s'agit donc d'une dette commune.

Le gouvernement finlandais soutient la création du nouvel instrument financier et envisage de lever des prêts communs. Il a déclaré en avril que « compte tenu de l'intérêt général de la Finlande, il pourrait être judicieux pour elle d'utiliser l'instrument proposé pour financer les marchés publics de défense ».

La question est actuellement à l'étude au Parlement, par la Grande Commission.

L'Institut de recherche de l'industrie finlandaise (Etila) s'interroge sur la position du gouvernement dans un avis soumis à la Grande Commission.

« On ne sait pas clairement quel est l'intérêt général de la Finlande, sur la base duquel le gouvernement considère que le recours à la dette commune est plus adapté à la Finlande qu'un financement national par emprunt basé sur le marché, dont l'utilisation peut être décidée au niveau national et qui serait, du moins pour le moment, plus abordable et administrativement plus rentable que de recourir à la dette commune de l'UE », déclare Päivi Puonti, responsable des prévisions chez Etila.

La ministre des Finances, Riikka Purra, responsable de la préparation de l'instrument financier, souligne que le gouvernement n'a pas encore pris de décision concrète concernant la demande de prêts conjoints. Elle admet que les prêts nationaux sont actuellement moins chers pour la Finlande. « L'avantage global prend également en compte d'autres facteurs que le coût du prêt », a déclaré Mme Purra à Bruxelles, où les ministres des Finances de l'UE ont discuté de la proposition de la Commission.

Elle affirme que la période est incertaine et qu'il s'agit également de se préparer à des crises. « Actuellement, le prêt que nous avons obtenu est légèrement moins cher, mais même ces situations peuvent varier et nous devons être prêts à tout. »

Mme Purra souligne qu'outre les économistes, le gouvernement a interrogé l'administration de la Défense lors de la formulation de sa position. « L'administration finlandaise de la Défense estime notamment que cet instrument pourrait, au mieux, nous être utile et devrait être utilisé spécifiquement pour soutenir les opportunités de l'industrie de la défense. »

Etila estime, dans sa déclaration, que le véritable attrait pour les prêts conjoints réside dans le fait que les règles de l'UE en matière de dette limitent la capacité de l'État finlandais à accroître ses dépenses de défense. La Commission a promis que les nouveaux prêts conjoints ne seraient pas inclus dans les calculs lorsqu'elle évaluera les déficits budgétaires des États membres. « Il semble que la Finlande soit incitée à emprunter auprès de l'instrument de l'UE plutôt que sur les marchés financiers, car la dette contractée auprès de l'instrument SAFE n'est pas prise en compte dans les règles de politique budgétaire de l'UE », indique Etila.

Le gouvernement souligne dans sa position qu'il est prêt à soutenir la proposition de la Commission, car elle est exceptionnelle et temporaire. Cependant, Etila souligne que cette proposition est en fait la continuation des dispositions prises suite à la pandémie. « Dès lors qu'il existe déjà plusieurs instruments exceptionnels et temporaires similaires, il s'agit plutôt d'une pratique établie, selon laquelle les dépenses jugées nécessaires à un moment donné sont financées par la dette commune des États membres plutôt que par la dette nationale. »

HS

Gouvernement

Changement de ministre de la jeunesse et des sports le 13 juin

Mika Poutala, député et premier vice-président des chrétiens-démocrates, prendra ses fonctions de ministre des Sports et de la Jeunesse dans un mois, le 13 juin.

Comme convenu lors de la formation du gouvernement, le portefeuille est partagé entre les chrétiens-démocrates et le parti populaire suédois.

L'actuelle ministre, Sandra Bergqvist (parti populaire suédois) quittera ses fonctions le 13 juin. Le choix de Mika Poutala a été effectué par le conseil du parti des chrétiens-démocrates en novembre. Il s'agit d'une situation historique pour les chrétiens-démocrates, puisque le parti occupera deux postes ministériels pour la première fois de son histoire.

La présidente du parti, Sari Essayah, restera ministre de l'Agriculture et des Forêts.

IS

Parlement

Jukka Kopra est le nouveau président du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale

Le groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale (Kokoomus) a choisi mardi le député et président de la commission de la Défense Jukka Kopra pour remplacer à la tête du groupe parlementaire Matias Martinen, devenu ministre du Travail.

Les députés Pia Kauma, Sinuhe Wallinheimo et Ville Kaunisto conservent leurs fonctions de vice-présidents du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale.

Agé de 58 ans, Kopra est un député de la circonscription de Lappeenranta. Il effectue son quatrième mandat. Il préside la commission de la Défense depuis l'été 2023. Il a également été vice-président de la délégation finlandaise à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN au cours de cette législature.

Kopra a été premier vice-président du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale de 2016 à 2019 et deuxième vice-président de 2019 à 2023.

Kopra est un ancien entrepreneur. En 1996, il a fondé la société Tietokoura, qui a ensuite changé de nom. En 2022, il a vendu sa société de logiciels Enerity Solutions Oy à la société cotée Solteq Oy.

IS

La publication d'une députée des Vrais Finlandais sur l'islam suscite un émoi

Le président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais Jani Mäkelä affirme que la publication sur Facebook de la députée Kaisa Garedew (VF) sur l'islam, qui a fait sensation, relève de la liberté d'expression.

Garedew a publié un message sur Facebook tard samedi soir, affirmant qu'en Finlande l'islam devrait être interdit par la loi. Suite à l'émoi suscité par cette proposition d'une députée », elle a précisé son message mardi. « L'islam (la charia) devrait être interdit par la loi en Finlande, écrit Garedew dans son message modifié.

« Toutes les autres religions, à l'exception de l'islam, peuvent être critiquées, même très durement », estime Jani Mäkelä, président du groupe parlementaire du Parti des Finlandais.

Selon lui, les problèmes de l'islam et de la charia devraient être abordés. « Les idées religieuses extrêmes, qui mènent parfois même au terrorisme, constituent une menace importante pour la sécurité des pays occidentaux. C'est pourquoi cette question doit être débattue ».

Garedew a déclaré mardi à Ilta-Sanomat qu'elle soutenait la liberté de religion, qui, selon elle, n'existe pas dans les « pays islamistes ».

Le président du parti populaire suédois et ministre de l'Éducation chargé des cultes, Anders Adlercreutz, a demandé à ce que les présidents des groupes parlementaires des partis au pouvoir discutent de la déclaration de Garedew. Cependant, Adlercreutz n'a pas proposé de réunion séparée des chefs de parti.

Adlercreutz a souligné que la Finlande respecte la liberté de religion. « Il s'agit d'une valeur fondamentale finlandaise et occidentale, inscrite dans la Constitution. Ce principe devrait être protégé par tous, en particulier par les députés », a déclaré Adlercreutz.

Selon Mäkelä, c'est le ministre Adlercreutz, qui par sa déclaration, a déclenché le tollé suscité par la publication de Garedew.

Selon Mäkelä, une discussion entre les présidents de groupe des partis gouvernementaux sur ce sujet est inutile.

Le nouveau président de groupe du Parti de la coalition nationale, Jukka Kopra, élu mardi, rejette la déclaration initiale de Garedew, qui préconisait l'interdiction de l'islam.

Kopra se dit prêt à discuter de la question avec les présidents de groupe des autres partis gouvernementaux, mais ne voit pas la nécessité d'une réunion séparée.

IS

Défense

Projet visant à relever l'âge maximum des réservistes

Le nombre de réservistes sera bientôt porté à un million

Le ministère finlandais de la Défense a diffusé pour commentaires un projet du gouvernement visant à relever l'âge maximum des réservistes à 65 ans. Cette nouvelle limite d'âge s'appliquerait à toutes les personnes nées en 1966 ou après, soumises au service militaire : officiers, sous-officiers et hommes de troupe. Elle ne s'appliquerait pas aux officiers supérieurs qui, comme auparavant, resteraient dans la réserve tant qu'ils sont aptes au service.

Une période de transition de cinq ans est prévue, durant laquelle le nombre de réservistes augmenterait donc par cette mesure de 125 000.

Le nombre de réservistes devrait ainsi atteindre un million en 2031.

Après la réforme, des formations d'entraînement seront organisées pour les personnes âgées de 50 à 65 ans affectées à des missions de guerre. En pratique, cela concerne un groupe relativement restreint de spécialistes et d'autres experts dans divers domaines.

Aucune limite d'âge ne sera fixée pour participer à la défense nationale volontaire. La loi sur le service civil sera modifiée de la même manière que la loi sur la conscription.

https://valtioneuvosto.fi/-/esitys-reservilaisian-nostosta-lausuntokierrokselle?languageId=en_US

Les forces de défense finlandaises veulent conserver dans la réserve des personnes plus âgées

Le gouvernement souhaite relever l'âge d'entrée des réservistes à 65 ans. Cette augmentation est particulièrement importante pour les simples soldats, qui restent actuellement dans la réserve jusqu'à 50 ans. L'âge actuel de la réserve pour les officiers et les sous-officiers est de 60 ans.

« Le renforcement du système de réserve améliorera la défense finlandaise. Il ne suffit pas d'acheter des équipements – achats d'avions de chasse, réformes de l'armée de terre – nous avons besoin d'une forte participation des Finlandais », a déclaré le ministre de la Défense Antti Häkkinen à Yle.

Selon le ministère de la Défense, le relèvement de la limite d'âge vise à garantir que les « réservistes clés » soient disponibles pour les forces de défense plus longtemps, en situation normale comme en situation d'urgence. Le personnel clé peut être, par exemple, des formateurs expérimentés ou des experts dans les domaines des communications et de la médecine.

L'adhésion de la Finlande à l'OTAN accroît également le besoin de réservistes expérimentés, en Finlande et à l'étranger.

« Cette réforme vise à démontrer aux alliés de l'OTAN que la Finlande n'a pas vraiment baissé les bras suite à son adhésion, mais qu'elle prend très au sérieux le renforcement de la défense nationale », souligne Häkkinen.

Selon Häkkänen, la forte volonté des Finlandais de défendre leur pays se traduit par un intérêt croissant pour la participation à la défense nationale, même après 60 ans.

Le ministère de la Défense ne s'attend pas à ce que le relèvement de la limite d'âge entraîne une augmentation du nombre de personnes qui quittent la réserve.

L'Association des officiers de réserve soutient le relèvement de la limite d'âge. Selon elle, les responsabilités confiées aux réservistes devraient même être accrues.

Yle

Sécurité sociale

Analyse

La réforme « historique » des prestations sociales ne se réalisera pas comme le prévoyait le gouvernement

La réforme des prestations sociales, annoncée comme « historique », ne va pas se réaliser comme envisagée par le gouvernement. Il s'agit d'une réforme difficile à réaliser au niveau technique et politique, écrit le journaliste du Helsingin Sanomat, Teemu Muhonen.

La ministre de la sécurité sociale Sanni Grahn-Laasonen (Coalition nationale) a annoncé vendredi la première phase de la réforme des prestations sociales : l'indemnité forfaitaire de chômage et l'allocation chômage minimum seront fusionnés en une seule allocation. Pour une personne au chômage, le changement ne sera pas remarquable : le montant total de l'allocation restera le même, à peu près 800 euros brut par mois. Il s'agit donc plutôt d'un changement technique.

L'objectif du programme gouvernemental est de fusionner toutes les allocations de protection de base, l'allocation logement et l'allocation de revenu minimum en une seule « allocation générale ». En pratique, une personne se retrouvant au chômage n'aurait plus besoin de faire la demande séparément pour par exemple l'allocation chômage minimum, l'allocation logement et éventuellement pour l'allocation de revenu minimum, mais la demande serait faite pour une seule « allocation générale ».

Le gouvernement commence seulement à préparer la deuxième phase de la réforme. La réforme est difficile à réaliser au niveau technique et au niveau politique. L'allocation chômage est personnelle, mais le montant de l'allocation logement dépend également des revenus de l'époux ou de l'épouse de la personne. Pour que l'allocation générale convienne aussi bien aux célibataires qu'aux familles avec enfants, il faudrait soit maintenir le montant au même niveau, ce qui augmenterait les dépenses publiques, soit réduire drastiquement le montant des prestations sociales.

Le gouvernement n'est probablement pas prêt à augmenter les dépenses publiques, mais réduire le montant de l'allocation pour les personnes célibataires serait certainement difficile pour les Vrais Finlandais, par exemple. Les deux options sont donc difficiles au niveau politique.

Il ne reste pas beaucoup de temps pour le gouvernement pour réaliser tout cela. Il est probable que le gouvernement essaiera d'achever au moins quelque chose pour que sa « réforme historique » ne reste pas seulement un petit projet.

HS

Intégration

Suppression de l'allocation de garde d'enfant à domicile concernant des ressortissants étrangers vivant en Finlande depuis moins de trois ans

Le gouvernement a décidé de supprimer le droit à l'allocation pour la garde d'enfant à domicile concernant les ressortissants étrangers qui résident en Finlande depuis moins de trois ans. Désormais, il faut que les deux parents aient vécu en Finlande ou dans un Etat membre de l'UE ou de l'EEE depuis trois ans.

Selon la ministre de la Sécurité sociale Sanni Grahn-Laasonen (Coalition nationale), l'objectif de cette réforme est de promouvoir l'intégration des immigrés.

Le même type de restriction est appliqué en Norvège.

« Le modèle norvégien nous permettra d'intégrer les enfants dans l'éducation de la petite enfance et l'apprentissage du finnois ou du suédois afin que le passage à l'école commence le mieux possible. L'autre objectif est d'orienter les parents – les mères immigrées dans la plupart des cas – vers les services d'intégration, pour apprendre la langue et trouver un emploi », écrit la ministre sur X.

La réforme est prévue entrer en vigueur en janvier 2026. Elle concernera les personnes arrivées en Finlande après son entrée en vigueur.

La réforme ne devrait pas susciter des économies mais plutôt des dépenses publiques supplémentaires. Les frais en matière d'éducation préscolaire et d'allocation chômage des parents augmenteront avec la réforme. Le fait qu'une partie des parents entrerait dans la vie professionnelle au lieu d'obtenir l'allocation en question engendrerait néanmoins des économies.

Selon la sécurité sociale Kela, en 2023, une allocation à titre de garde d'enfant était versée à 2300 personnes domiciliées en Finlande depuis moins de trois ans.

HS/A8

Social

Des dizaines de milliers d'employés pourraient quitter leur syndicat en raison de la décision du gouvernement de supprimer la déductibilité fiscale

La majorité des employés syndiqués compte rester membre d'un syndicat malgré le fait que le gouvernement supprimera le droit de déduire la cotisation syndicale dans la fiscalité.

Selon un sondage effectué par Helsingin Sanomat, 7 % des employés concernés envisagent de ne plus cotiser à un syndicat suite à la réforme fiscale. 30 % des personnes interrogées n'avaient pas encore pris de décision en la matière et 7 % ne souhaitent pas se prononcer.

Comme 1,3 million de salariés sont syndiqués, 7 % correspondrait ainsi à une perte d'environ 90 000 membres.

Selon le centre national d'études statistiques, 51 % des salariés de 15 à 74 ans sont syndiqués en Finlande.

HS/A8

Grèves du syndicat de l'aviation

Les négociations entre le syndicat de l'aviation IAU et le syndicat patronal Palta n'ont pas abouti à un accord.

Les grèves annoncées pour vendredi 16 mai et lundi 19 mai se réaliseront et impacteront les vols de Finnair.

HS/A11

Centres de données

Selon le Premier ministre Petteri Orpo, il n'existe aucun obstacle pour le centre de données de Tiktok

Selon le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale), il n'existe aucun obstacle pour le centre de données de Tiktok qui sera construit à Kouvola. Le ministre des Affaires économiques Wille Rydman (Vrais Finlandais) et la ministre des Transports et des communications Lulu Ranne (Vrais Finlandais) ont auparavant exprimé leur inquiétude pour les éventuels soucis de sécurité que le centre de données de la plateforme chinoise pourrait entraîner.

« Je n'ai connaissance d'aucune information de la part des autorités qui empêcherait la réalisation et l'avancement de ces projets », a dit le Premier ministre.

Selon Orpo, le ministère des Affaires étrangères a estimé que le centre de données de Tiktok ne comporte pas de risques en matière de politique étrangère ou de géopolitique.

Le gouvernement souhaite des investissements en Finlande et les projets de centres de données sont les bienvenus, a ajouté le Premier ministre.

Le ministre de la Défense Antti Häkkinen (Coalition nationale) a également dit qu'aucune information préoccupante n'est apparue au sujet du centre de données. Le ministère de la Défense a accordé à l'entreprise Hyperco l'autorisation de construire le centre de données en hiver. L'accord du ministère de la Défense est requis si l'acheteur vient d'un pays extérieur à l'UE ou de l'EEE et qu'il détient une participation de plus de 10 %.

La ministre Lulu Ranne a dit hier que les investissements en Finlande et leur pertinence pour la Finlande devraient être considérés du point de vue de la sécurité du pays. Selon elle, le gouvernement va « sûrement » discuter du sujet.

Yle

Selon le ministre des Affaires économiques Rydman, le centre de données pourrait donner accès à la Chine aux puces électroniques américaines

Le ministre des Affaires économiques Wille Rydman (Vrais Finlandais) a soulevé lundi une nouvelle inquiétude par rapport au centre de données de Tiktok. Selon le ministre, le centre de données pourrait donner accès à la Chine aux puces électroniques américaines.

La Chine a besoin des puces électroniques puissantes pour développer des technologies telles que l'intelligence artificielle. En ce moment, la concurrence sur le marché de l'intelligence artificielle est dure entre les grandes puissances : l'entreprise américaine Nvidia détient la majorité du marché des puces électroniques, et les États-Unis ont limité les exportations des puces américaines vers la Chine. Outre la concurrence, les États-Unis craignent que la Chine puisse utiliser les puces électroniques à des fins militaires.

La Chine a pourtant trouvé des moyens pour acquérir des puces électroniques puissantes de Nvidia. Les centres de données sont l'un de ces moyens : les entreprises chinoises peuvent utiliser les puces de Nvidia dans les centres de données à l'étranger.

Rydman a estimé que le centre de données de Tiktok à Kouvola pourrait être un moyen d'acquérir des puces électroniques américaines pour la Chine. Selon Rydman, cette possibilité pourrait nuire aux relations entre la Finlande et les États-Unis.

Yle

Selon les experts, les centres de données pourraient nuire à la réputation de la Finlande – Souhaitons-nous vraiment donner l'image d'un pays qui serait un immense « site de stockage des données » ?

Le professeur des technologies de réseaux de l'Université Aalto Jukka Manner rappelle que les centres de données ne créent pas d'emplois pour les diplômés d'études supérieures : l'entretien du centre nécessite plutôt des agents d'entretien, des vigiles et des électriciens.

« Les Finlandais feront le travail manuel, mais c'est quelqu'un d'autre qui utilisera les machines et qui produira toutes sortes de choses avec », a dit Manner.

L'expert Petteri Järvinen estime que les centres de données pourraient même nuire à la réputation de la Finlande. Selon lui, il faut se poser la question de l'image que l'on veut donner de la Finlande. « Si ce pays est seulement utilisé en tant qu'un site de stockage où on peut importer des données à peu de frais, ce n'est peut-être pas cette bonne image que nous voulons donner de la Finlande au niveau international », a dit Järvinen.

Selon Jukka Manner, attirer les centres de données peut même nuire à la réputation de la Finlande en tant que pays de la technologie. « Nous sommes perçus comme un pays de production de bon marché », a dit Manner.

MTV

Un centre de données sera construit à Salo

La municipalité de Salo a accepté de signer un contrat préliminaire avec l'entreprise Regant pour construire un centre de données.

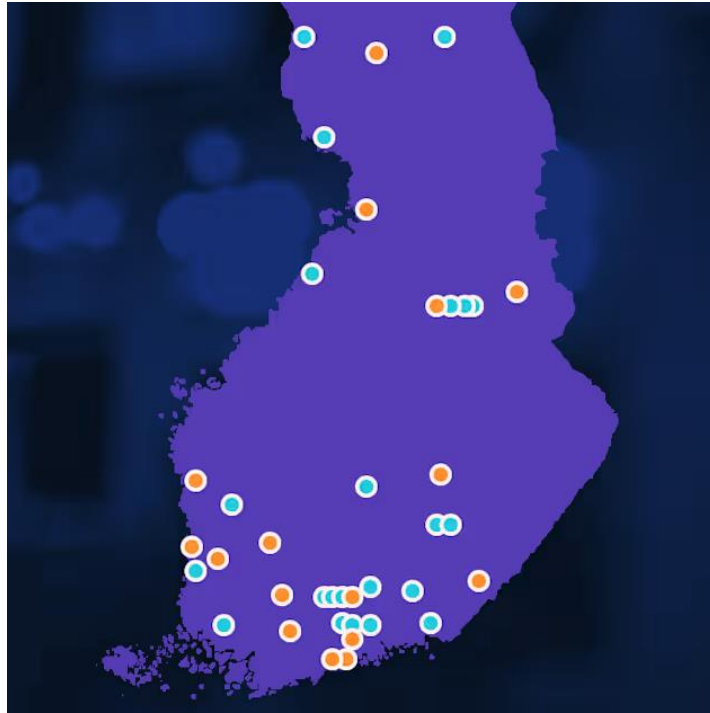
L'achat de terrain sera confirmé une fois que le permis de construction sera accordé.

L'opérateur du centre de données « ne sera pas un opérateur chinois ou russe », selon l'entreprise Regant.

La valeur de l'achat est entre 2,5 et 3,5 millions d'euros.

TS

Où sont situés les projets de centres de données annoncés en 2024 et 2025 :



Yle

Culture

Une artiste franco-chilienne et un groupe franco-syrien au festival « Maaailma kylässä »

Le festival « Maaailma kylässä » (World Village Festival) aura lieu les 24 et 25 mai 2025 à Suvisaari, à Helsinki. Il s'agit d'un festival de développement durable avec des concerts, des stands et des tables rondes portant sur la promotion de la paix, l'écologie et le multiculturalisme.

Le groupe franco-syrien SARĀB se produira le samedi 24 mai à 15h15 et l'artiste franco-chilienne Ana Tijoux le même jour à 19h45.

Le festival est gratuit.

Maaailma kylässä